



Conseil économique et social

Distr. générale
12 mars 2010
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2010
26 mai-4 juin 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008
présentés, par l'intermédiaire du Secrétaire général,
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Adelphi Research.	2
2. Global Environmental Action.	4
3. Forum international des femmes de la Méditerranée	6
4. Open Society Institute.	8
5. Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights	11
6. Women's Health in Women's Hands	15



1. Adelphi Research (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Buts de l'organisation

Adelphi Research (Adelphi) a été créé en 2001 en tant qu'organisation à but non lucratif. Sa mission est de promouvoir des recherches interdisciplinaires et des analyses politiques stratégiques de qualité, d'offrir des services de conseil et de formation en matière de politiques publiques et de faciliter le dialogue interinstitutions et au sein de la société civile en Europe et en dehors de l'Europe.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

Le personnel d'Adelphi a participé ou a été représenté aux réunions ou conférences suivantes :

a) En 2005 : Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail, New York (janvier, février et avril); réunion d'experts du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur le changement de l'environnement dans le monde et la sécurité, Bonn (Allemagne) (mars); réunion des organes subsidiaires des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Bonn (Allemagne) (mai); Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, New York (mai et juin); Conférence européenne sur les modes de consommation et de production durables organisée au titre du Processus de Marrakech, Berlin (décembre);

b) En 2006 : Gestionnaires de Co₂ au service de l'industrie en Chine, Forum – dialogue, Cologne (Allemagne), Dublin et Vienne (mai); sécurité énergétique dans la région de l'Amérique latine : énergie renouvelable en tant qu'option viable, Montévideo (septembre);

c) En 2007 : Intégrer l'environnement, le développement et la prévention des conflits au niveau de l'Europe et des pays – Berlin (mars); réunion dans le cadre de la présidence allemande – réseau informel de politiques publiques intégrées, Berlin (juin); approches des maladies d'origine hydrique et défis : impact des changements climatique sur les vecteurs et les réservoirs d'infection, Berlin (septembre);

d) En 2008 : Environnement, conflit et consolidation de la paix – réunion d'un groupe consultatif d'experts avec le PNUE, New York (février); Commission de consolidation de la paix des Nations Unies : groupe de travail sur les enseignements tirés en ce qui concerne l'environnement, le conflit et la consolidation de la paix, New York (mai); les menaces que font poser les changements climatiques sur la sécurité : lignes d'action possibles dans les domaines politique, scientifique et économique, Fribourg (Allemagne) (novembre).

III. Coopération avec les organes ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

La participation d'Adelphi a revêtu les formes suivantes : a) assistance consultative aux institutions financières signataires (PNUE) en vue de clarifier et d'analyser les activités environnementales de sorte que les institutions impliquées puissent bénéficier d'un meilleur appui, Berlin (novembre 2004-février 2005); b) en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie (février 2005-décembre 2007), un programme de renforcement des capacités et de formation portant sur trois ans et visant à renforcer les moyens de réglementation dont disposent les ministères de l'environnement et la société civile; c) concept de gestion intégrée des eaux usées à l'intention du Parc d'électroplastie de Karaisalkulam, Madurai (Inde) (avril 2005-mars 2007): Adelphi et l'Université de Leoben ont appuyé des industries locales tout en appliquant des mesures de production plus propres et en mettant au point un concept de traitement décentralisé des eaux usées; d) conseils intégrés aux entreprises d'Afrique australe, Afrique du Sud (avril 2005-mars 2008) : Adelphi et ses partenaires ont renforcé dans une zone retenue la capacité des partenaires sud-africains en matière de technologies de l'énergie renouvelable; e) en Jordanie, au Liban, en Palestine et en Turquie (mai 2003-novembre 2005), Adelphi et ses partenaires ont mis en œuvre un projet de quatre ans portant sur la gestion efficace des eaux usées dans la région méditerranéenne au titre du Partenariat euro-méditerranéen de l'Union européenne; f) à Berlin (juillet 2002-novembre 2005), Adelphi a fourni des conseils politiques au Ministère de l'environnement dans le contexte des négociations commerciales qui se déroulent actuellement en cours avec l'Organisation mondiale du commerce; g) en Inde et en Allemagne (janvier 2006-décembre 2008), l'Initiative Union européenne-Inde portant sur l'efficacité énergétique durable et Adelphi ont conçu des supports de commercialisation pour mettre en œuvre et faire appliquer la loi indienne sur la conservation de l'énergie aux niveaux local et de l'État; h) au Liban (janvier 2006-janvier 2009), Adelphi a travaillé en collaboration avec l'Université de Balamand pour mettre en place le processus de gestion intégrée des zones côtières en tant qu'outil de gestion des côtes du Liban avec les parties prenantes locales ; i) à Katmandu et Berlin (février 2006-février 2008), Adelphi et ses partenaires ont mis en œuvre un système de surveillance des cours d'eau pour le Katmandu dans le cadre du programme Asie Pro-Eco II d'EuropeAid; j) dans le cadre du réseau Union européenne – Inde pour la viabilité (février 2004-juillet 2006), Adelphi a cherché à mettre les petites et moyennes entreprises de l'industrie indienne des composantes automobiles en mesure de satisfaire aux exigences d'une clientèle mondiale et de prévoir des gains de productivité; k) dans le cadre de l'Initiative indo-européenne sur les déchets des équipements électriques et électroniques (janvier 2007-décembre 2009), Adelphi a aidé à réduire la dégradation de l'environnement par le recyclage de ces déchets; l) en Afrique, au Moyen-Orient et dans la région méridionale du Caucase (septembre 2007-mars 2009), Adelphi a mis au point un instrument visant à examiner les conflits portant sur l'environnement en vue d'une étude portant sur la coopération et la consolidation de la paix transfrontières; m) en Autriche, en Italie, en Belgique, en Hongrie et en France (janvier 2008-décembre 2009), une exposition ambulante a été créée pour renforcer la sensibilisation à la complexité de la recherche en matière de transports urbains et aux ramifications découlant des choix du moyen de transport par les citoyens; n) depuis avril 2008, Adelphi appuie le Bureau indien de l'efficacité énergétique en offrant des services de formation et en

renforçant les réseaux régionaux et internationaux; o) Adelphi a collaboré avec le PNUE à la mise au point de cadres analytiques applicables aux questions d'environnement en vue de promouvoir la consolidation de la paix dans les pays à la suite de conflits (décembre 2007-avril 2008); p) Adelphi a collaboré avec l'Organisation mondiale du tourisme pour promouvoir l'efficacité énergétique dans le secteur du tourisme thaïlandais et ce en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (novembre 2008-présent).

IV. Activités correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Adelphi a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Europe, dans la région méridionale du Caucase, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. Les principales mesures ont été les suivantes : a) objectif 7, cible 1 : formation de 286 fonctionnaires aux questions d'environnement et de coopération à l'occasion de conflits; renforcement des techniques productives et durables d'exploitation de l'énergie renouvelable, en Afrique du Sud, au Botswana, en Zambie et en Namibie au travers de dialogues sur les politiques; b) objectif 7, cible 2 : promotion du dialogue de l'Union européenne sur les politiques visant à protéger la mer Noire; c) objectif 7, cible 3 : réalisation d'un écosystème aquatique durable par la technique des scénarios participatifs en Italie, en France, en Belgique, en Estonie et en Lettonie; mise en œuvre de mesures de production moins polluantes et élaboration d'un concept de traitement décentralisé des eaux provenant des industries du finissage des métaux en Inde; d) objectif 8, cible 4 : mise au point de politiques propres à améliorer la santé et les conditions de vie de la main-d'œuvre non qualifiée de l'Inde; e) objectif 8, cible 5 : amélioration des technologies applicables aux déchets électroniques et électriques en vue de leur gestion et de leur recyclage en Inde.

V. Activités à l'appui des principes universels

En décembre 2008, Adelphi a appuyé les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques en participant à la réunion intitulée « Les changements climatiques et la sécurité : les prochaines étapes » à Poznan (Pologne). Adelphi a également commencé à apporter un soutien au Ministère fédéral allemand pour l'environnement en vue de la Conférence de 2009 qui se tiendra à Copenhague.

2. Global Environmental Action (Statut consultatif spécial accordé en 2001)

I. Introduction

Global Environmental Action (GEA) est une organisation non gouvernementale, parrainée principalement par les entreprises appartenant au secteur de l'industrie privée du Japon. L'organisation vise à éclairer l'état de l'environnement mondial et la crise à laquelle il fait face en organisant des conférences et des réunions à tous les niveaux et des événements parallèlement aux conférences des Nations Unies portant sur les mêmes sujets. La GEA a été fondée

par l'ancien Premier Ministre Noboru Takeshita et compte parmi ses membres des personnalités japonaises, des membres du Parlement quelle que soit leur affiliation politique et d'autres personnes d'influence appartenant aux milieux gouvernementaux, industriels et universitaires.

Entre 2005 et 2008, la GEA a également reçu un financement du Japan Fund for Global Environment et des ministères du gouvernement qui y sont liés.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La GEA organise des conférences internationales tous les deux ans avec l'appui et la coopération de divers organismes des Nations Unies et organisations internationales, dont les documents sont présentés lors de sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Une Conférence sur les changements climatiques et leurs effets sur le développement durable s'est tenue à Tokyo en octobre 2005, coparrainée par le Département des affaires économiques et sociales. Une Conférence sur les approches politiques de la réalisation d'un avenir durable a été organisée à Tokyo en octobre 2007, coparrainée par l'Université des Nations Unies et le PNUE. Des manifestations tenues en marge des principales conférences se sont déroulées à Nairobi en novembre 2006.

B. Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain ou au Siège

La GEA s'est jointe à de nombreuses autres organisations non gouvernementales lors d'événements tenus en marge des conférences sur les changements climatiques et manifestations connexes des Nations Unies; elle a œuvré en vue d'éveiller l'opinion publique internationale au sujet de questions telles que la réalisation d'une société à faible consommation de carbone. L'actuel directeur général de la GEA a présidé la troisième session de la Conférence des Parties à Kyoto en 1997, où il a joué un rôle extrêmement important dans l'adoption du Protocole de Kyoto. Il a prononcé une déclaration sur les résultats de la Conférence internationale de la GEA tenue en 2005 lors de la onzième session de la Conférence des Parties à Tokyo en octobre 2005 et lors de la première réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui s'est tenue à Montréal (Canada) en novembre et décembre 2005. En 2007, Rajendra K. Pachauri, du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques, a été l'orateur invité lors de la Conférence internationale de la GEA, les résultats de la Conférence ayant été présentés par le Groupe à la treizième Conférence des Parties tenue à Bali (Indonésie). En 2006, en collaboration avec l'Institute for Global Environmental Strategies, la GEA a mis à point un projet pilote utilisant l'Internet pour réunir des donations et des fonds de toutes les parties du monde – « Virtual Globe » – de manière à appuyer les organisations non gouvernementales des pays en développement d'Asie qui sont impliquées dans les problèmes d'environnement. À la suite de ce projet, la GEA a été en mesure d'appuyer huit organisations d'Asie oeuvrant dans l'environnement.

La GEA exerce une influence énorme sur le Gouvernement du Japon, qui, en tant que pays développé, a surmonté l'expérience épouvantable de la maladie de Minamata pour parvenir à un système de développement durable et a contribué des montants élevés d'aide publique au développement en matière d'environnement.

3. Forum international des femmes de la Méditerranée (Statut consultatif spécial accordé en 2001)

I. Introduction

La mission du Forum international des femmes de la Méditerranée est principalement de renforcer la coopération et les échanges de données d'expérience entre femmes de la région méditerranéenne dans le but d'améliorer véritablement les conditions des femmes dans toute la région et au niveau mondial. Les principaux moyens d'action du Forum sont les activités de communication, la formation, l'éducation, la promotion des femmes entrepreneurs et des femmes scientifiques et l'organisation de réunions internationales et de manifestations artistiques, sociales et culturelles.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et des grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

Les dirigeants du Forum international des femmes de la Méditerranée ont participé chaque année aux travaux du Conseil économique et social. À toutes les réunions, les représentants du Forum ont fait des déclarations orales et distribué des documents décrivant les programmes entrepris et les résultats obtenus. Les représentants ont participé aux réunions suivantes : a) quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, février et mars 2005, New York; b) Conférence internationale des organisations non gouvernementales entretenant des relations officielles avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), décembre 2005, Paris; c) cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, février et mars 2007, New York; d) cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, février et mars 2008, New York; e) soixante et unième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales associées aux Département de l'information, septembre 2008, Paris.

B. Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain ou au Siège

1. Activités entreprises en collaboration avec l'UNESCO

Il convient de mentionner : a) le Réseau arabe des femmes dans les domaines scientifique et technique, février 2005, à l'Arabian Gulf University (Bahraïn); b) les droits et positions des femmes : réalité ou utopie, novembre 2005; c) troisième festival des femmes créatrices appartenant aux régions de la mer Méditerranée et de la mer Noire, août et septembre 2005, Thessaloniki (Grèce); d) chances égales pour tous en Italie et dans la zone euro-méditerranéenne, juin 2007, Turin (Italie); e) Conférence internationale sur les femmes occupant des positions d'autorité aux fins du développement durable, novembre 2007, Jérusalem et Haïfa (Israël); f) dialogue interculturel en tant qu'outil d'établissement de la paix : le point de vue des femmes de Palestine, d'Israël et d'Italie, décembre 2008, Turin (Italie).

2. Activités correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Conformément à l'objectif 1, cible 2, le Forum international des femmes de la Méditerranée a parrainé la formation de formatrices en vue d'ouvrir de nouvelles professions et de nouvelles possibilités d'emploi comme moyens de lutter contre la pauvreté, juin 2008, Tanger (Maroc).

Toutes les activités promues par le Forum visent à réaliser l'objectif 3, cible 1. L'objectif a été réalisé notamment par l'organisation de réunions internationales, par l'établissement de réseaux d'associations locales et nationales ainsi que de centres de documentation et de communication à la fois sur papier et en ligne. Les activités comprennent : a) la production d'un bulletin de nouvelles mensuel par les représentants du Club de Marseille (France); b) la publication du rapport de l'UNESCO touchant les questions scientifiques, technologiques et sexospécifiques, 2005 – activités menées en collaboration entre le Centre international Ipazia et l'UNESCO; et c) le projet Alfieri sur les meilleures pratiques permettant d'améliorer l'égalité des chances pour tous dans la région de la Méditerranée, 2007 et 2008, promu par la Fondazione Cassa di Risparmio di Torino (Italie).

La Conférence sur les femmes occupant des positions d'autorité aux fins du développement durable (voir sect. I ci-dessus) a promu l'objectif 2, cible 1.

3. Activités venant à l'appui des principes universels

Chaque année, le Forum international des femmes de la Méditerranée célèbre la Journée internationale de la femme par des manifestations nationales et internationales. D'autres activités sont liées aux événements ou travaux suivants : a) Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement : « 60 années d'UNESCO » sous les auspices de l'UNESCO (novembre 2005), Turin; formation dans les domaines juridique et des organisations internationales (novembre 2007), Turin; « La planète Terre : comment pouvons-nous la sauver? » (novembre 2008), Turin; b) Journée des droits de l'homme : le dialogue international en tant qu'outil de la consolidation de la paix : le point de vue des femmes d'Israël, d'Italie et de Palestine (décembre 2008), Turin; c) Année internationale de la physique : programme de recherche sur les femmes et la physique (année universitaire 2005/06), Centro Ipazia Women and Science; d) Décennie des Nations

Unies pour l'éducation au service du développement durable : « Comment pouvons-nous redistribuer l'énergie? » (novembre 2006), Turin; Semaine nationale de l'éducation en matière d'énergie durable (novembre 2006), Turin; recherche et enquêtes sur l'énergie durable (année universitaire 2006/07), Italie; programme de formation en matière de droit et d'organisations internationales (année universitaire 2007/08), bassin méditerranéen; e) Année internationale de la planète Terre : programme recherche-action (année universitaire 2008/09), bassin méditerranéen.

4. Open Society Institute (Statut consultatif spécial accordé en 1997)

I. Introduction

L'Open Society Institute est une fondation privée qui attribue des subventions destinées à promouvoir le développement de sociétés ouvertes dans le monde et ce en appuyant un éventail d'initiatives dans différentes régions géographiques. Créée en 1993 par le financier et philanthrope George Soros, l'Institut collabore avec un réseau informel de fondations et d'organisations – le Réseau des fondations Soros – consacré à l'édification de démocraties vibrantes dans plus de 60 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Son influence s'exerce dans un certain nombre de domaines tels que les droits de l'homme, les initiatives pour la jeunesse, la lutte contre la discrimination, la réforme juridique, l'éducation et la santé publique. Localement, l'Institut apporte un soutien à un éventail de projets qui visent à appuyer l'état de droit et l'indépendance des médias. À partir de son siège sis dans la ville de New York, il œuvre en vue de la réalisation des objectifs de son programme en attribuant des subventions et en poursuivant des activités de recherche et de plaidoyer. L'orientation générale de l'organisation, qui est le développement responsable et la protection des populations marginalisées, fait que ses activités sont souvent parallèles à celles des Nations Unies, et l'Institut apprécie son statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social dans lequel il voit une plateforme effective à partir de laquelle il peut promouvoir les réformes et les restaurations inhérentes à des sociétés plus ouvertes – et un monde plus tolérant.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

En avril 2006, l'Initiative internationale de soins palliatifs de l'Open Society Institute (l'Initiative) a participé à la séance inaugurale d'organisations partenaires pour la lutte contre le cancer au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne.

En mai 2006, à la demande de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Initiative a organisé, en collaboration avec l'Association internationale pour les soins aux mourants et les soins palliatifs, à Salzbourg, en mai 2006, une réunion visant à élaborer des directives concernant la liste des médicaments essentiels en matière de soins palliatifs.

En 2006-2008, l'Initiative a appuyé quatre réunions régionales portant sur les soins palliatifs et les soins visant à atténuer la douleur tournées vers l'opinion publique en Ouganda, au Ghana, aux Philippines et en Moldavie.

En 2008, l'Initiative a rencontré les représentants de l'OMS pour discuter de la possibilité de mettre des opioïdes à la disposition des patients dans de grandes souffrances dans le monde entier. L'Initiative œuvre de très près avec plusieurs centres de collaboration de l'OMS et a participé à la rédaction de documents diffusés par cette organisation.

En novembre 2008, l'Initiative Droit et santé de l'Open Society Institute a participé à diverses réunions avec les membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur des questions liées à la désintoxication et au droit à la santé. Cette initiative a assuré la production d'un guide pratique en matière de santé et de droits de l'homme à l'intention des défenseurs de ces questions et des praticiens en la matière. Elle appuie également la mise au point de toute une série de manuels pratiques à l'intention des hommes de loi qui s'intéressent à défendre les droits de l'homme lors d'affaires concernant les soins aux malades.

En 2006, l'accréditation de l'Open Society Institute après du Conseil économique et social a permis à un représentant du Centre européen pour les droits des Roms de témoigner devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des violations dont fait l'objet la population Rom en ce qui concerne les soins de santé.

De 2005 à 2008, International Harm Reduction Development Program (le Programme) a participé en tant que représentant non gouvernemental aux réunions de la Commission des stupéfiants qui se déroulent chaque année à Vienne et a accueilli des réunions d'informations parallèles lors de chaque réunion sur des sujets allant du traitement des toxicomanes jusqu'à la réduction des risques pour les femmes et aux effets des politiques concernant les drogues illicites sur la prévention et le traitement du VIH.

En avril 2008, le Programme a collaboré avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) à une analyse de la désintoxication et de la protection des droits de l'homme, sujet sur lequel le Programme a coparrainé des groupes de discussion avec l'UNODC lors de conférences internationales, y compris la Conférence internationale sur la réduction des risques, qui s'est tenue à Bangkok en avril 2008.

En juin 2008, le Programme a participé activement aux réunions de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida tenues à New York pour évaluer les progrès réalisés depuis la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida de 2001. Il œuvre sur une base régulière avec OMS Europe en vue de faire apparaître les décès liés à des surdoses et les besoins de services, et a présenté des observations spécialisées sur les directives de l'OMS portant sur des questions liées à la tuberculose et la réduction des effets néfastes. En août 2008, lors de la Conférence internationale sur le sida tenue à Mexico, le Programme a participé avec l'OMS et le Directeur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à une réunion d'information à l'intention de la presse sur la tuberculose.

Le Programme entretient des liens de coopération réguliers avec le siège et les bureaux régionaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi qu'avec les rapporteurs spéciaux sur la torture et

la santé touchant des thèmes liés à la santé et aux droits de l'homme des toxicomanes.

En mai et juin 2006, le volet Veille sanitaire de l'Open Society Institute a participé à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le sida et apporté un appui à la participation de plusieurs organisations de la société civile à des débats de table ronde.

En octobre 2007, Veille sanitaire a participé au Forum ministériel européen 2007 organisé par l'OMS sur la tuberculose à Berlin et organisé une consultation de la société civile intitulée « Lutte contre la tuberculose dans la région européenne » en vue de rédiger une déclaration à l'intention du Forum.

En juin 2007 et avril 2008, Veille sanitaire a participé à la réunion du Conseil de coordination du Programme des Nations Unies sur le VIH/sida en tant qu'organisation non gouvernementale intervenant en qualité d'observateur, organisé une manifestation parallèle à cette réunion pour lancer le rapport sur les perspectives de la société civile en ce qui concerne les politiques du VIH/sida en 2007, et participé à la session thématique sur le VIH-TB en 2008.

En avril 2008, Veille sanitaire a participé à la réunion organisée par l'OMS à Genève sur la tuberculose. En juin 2008, l'organisation a participé au Forum mondial des dirigeants sur le VIH et la tuberculose et à la réunion de haut niveau sur le sida tenue à New York. Lors de la trente-neuvième Conférence mondiale de l'Union sur la santé pulmonaire, Veille sanitaire a coparrainé avec l'OMS une session sur la tuberculose et les droits de l'homme tenue par satellite.

De 2005 à 2007, le Programme international pour les femmes de l'Open Society Institute a appuyé la participation annuelle de représentants non gouvernementaux d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient à la Commission de la condition de la femme et un certain nombre d'autres réunions de plaidoyer axées sur la protection et la promotion des droits des femmes.

En 2008, le Programme international pour les femmes a réorienté ses travaux de manière à élargir sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, y compris la participation aux manifestations et activités suivantes, dont la liste n'est pas limitative.

En mars 2008, le Programme international pour les femmes a appuyé et facilité la participation de représentants d'organisations non gouvernementales retenues à la réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme et la coordination d'événements et de réunions parallèles. De plus, ses représentants ont tenu une série de réunions avec les départements intéressés du Secrétariat de manière à assurer un suivi des domaines possibles d'appui aux femmes en République démocratique du Congo.

D'avril à juillet 2008, des représentants du Programme international pour les femmes ont continué de tenir des réunions régulières avec des fonctionnaires des Nations Unies afin de poursuivre les travaux touchant la République démocratique du Congo et d'autres pays méritant une attention particulière. En août 2008, le Programme a été à la tête de la création d'un groupe de travail informel des organisations non gouvernementales chargé de se concentrer sur la mise en œuvre effective de la résolution 1820 (2008) du Conseil de sécurité. Ce groupe œuvre en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

(UNIFEM) et la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit; il coordonne ses activités avec le Département des opérations de maintien de la paix en vue de la préparation du rapport du Secrétaire général sur la résolution 1820 (2008).

En septembre 2008, le Programme a été accepté en tant que membre du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes, la paix et la sécurité, qui travaille directement avec l'Organisation des Nations Unies en vue de la mise en œuvre effective de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

Outre les activités décrites ci-dessus, l'Open Society Institute a fourni un appui à Karama, mouvement qui vise à mettre fin à la violence contre les femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'Institut a parrainé six délégués de Karama à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme et coparrainé une réunion-débat au Church Center des Nations Unies à New York sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En 2007 également, Karama a relancé le Middle East Caucus à l'intention des délégués d'organisations non gouvernementales à la Commission de la condition de la femme.

En 2008, l'Open Society Institute a coparrainé des délégués de Karama participant à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme. La délégation a pris la tête du Western Asia Caucus ainsi renommé et a tenu une session sur la dignité et les politiques du financement dans le contexte des droits des femmes.

L'Open Society Institute a facilité les discussions de table ronde sur la situation des réfugiés du Myanmar en Thaïlande (mars 2007), le sort des moines bouddhistes (septembre 2008), et la condition de la population rohingya (mars 2009). L'Institut participe régulièrement à des réunions consultatives avec les fonctionnaires pertinents des Nations Unies.

5. Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (Statut consultatif spécial accordé en 1993)

I. Introduction

Le Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights¹, créé en 1968, se consacre la progression des droits de l'homme en instaurant des partenariats de longue durée avec ses lauréats, des militants auxquels a été décernée la distinction Robert F. Kennedy. Le personnel du Centre travaille avec les lauréats pour entreprendre et appuyer des mouvements de justice sociale durable à l'aide d'outils novateurs dont les procédures contentieuses, les initiatives techniques, les activités de plaidoyer auprès des gouvernements, des Nations Unies et d'autres entités internationales et des organisations non gouvernementales, et le lancement de campagnes de sensibilisation du consommateur qui visent à renforcer la responsabilisation des entreprises.

¹ Anciennement le Robert F. Kennedy Memorial.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

Outre les activités énumérées ci-dessous, le Centre rencontre régulièrement des membres du Conseil de sécurité et des Membres de l'Organisation des Nations Unies en vue de les sensibiliser à diverses questions.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et des grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

Les réunions suivantes ont été tenues avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCR) : a) en octobre 2005, le personnel du Centre a aidé à faciliter la visite de l'expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté à Immokalee, en Floride (États-Unis d'Amérique) visant à rencontrer les membres de la Coalition des travailleurs d'Immokalee, lauréat du Centre, et se rendre compte des conditions misérables dans lesquelles les ouvriers agricoles migrants travaillent dans les champs aux États-Unis; b) en novembre 2005, Stephen Bradberry, autre lauréat, a rencontré l'expert indépendant à la Nouvelle-Orléans; c) en 2007, le personnel du Centre a accueilli une réunion d'information organisée à l'intention de l'expert indépendant sur les questions relatives aux minorités avant sa visite officielle en République dominicaine; d) en juin 2008, le personnel du Centre a participé à la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, préparatoire à la Conférence d'examen de Durban et a fait campagne en faveur d'une plus grande protection des droits des migrants et de leur descendants; e) lors de la réunion du Groupe de la sécurité alimentaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui s'est déroulée à New York en août 2008, le personnel du Centre a participé à une consultation organisée par l'UNICEF et le HCR sur les droits de l'homme et l'augmentation des prix des aliments; f) en novembre 2008, le personnel du Centre et la lauréate du Centre pour 2008, Aminatou Haidar, ont rencontré l'expert indépendant sur les questions relatives aux minorités pour débattre des problèmes touchant les droits de l'homme auxquels fait face la population sahraouie sous l'occupation marocaine; g) en décembre 2008 à Genève, le personnel du Centre a présenté des recommandations au Forum sur les questions relatives aux minorités et le droit à l'éducation des personnes d'ascendance africaine et des communautés autochtones dans la région des Amériques, et a contribué à la recommandation du Forum que l'expert indépendant a présentée au Conseil des droits de l'homme en mars 2009.

B. Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain ou au Siège

En mars 2005, le Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights a présenté une déclaration écrite au nom de la Coalition des travailleurs d'Immokalee à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme sur l'esclavage dans le secteur agricole, les violations des droits économiques et sociaux des ouvriers agricoles aux États-Unis et la responsabilisation des entreprises et du Gouvernement.

En avril 2005, le personnel du Centre a établi et soumis aux départements et bureaux concernés des Nations Unies un document blanc décrivant une mission de consolidation de la paix multiforme en Haïti et rencontré des fonctionnaires pour étudier la mise en place d'un fonds d'affectation spéciale pour la consolidation de la paix en tant que mécanisme de mise en œuvre d'une approche du développement basée sur les droits de l'homme et centrée sur la collectivité, en utilisant les ressources existant sur le terrain en Haïti, notamment les troupes de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et les organismes des Nations Unies.

En mai 2005, le personnel du Centre et le révérend Andrew Karnley, administrateur apostolique de l'archidiocèse de Monrovia, ont rencontré des fonctionnaires des Nations Unies pour examiner la situation sur le plan humanitaire et des droits de l'homme au Libéria, une approche plus intégrée du maintien de la paix, le renforcement du mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), la possibilité d'un fonds d'affectation spéciale pour la consolidation de la paix, et l'incorporation de textes extraits du cadre juridique international relatif aux droits de l'homme lors de l'établissement des rapports sur la situation des droits de l'homme au Libéria.

En mai 2005, le personnel du Centre a rencontré à New York plusieurs États membres pour débattre de l'intégration des droits économiques et sociaux dans la mission de la consolidation de la paix en Haïti.

En juin et juillet 2005, le personnel du Centre a rencontré à New York des fonctionnaires des Nations Unies pour examiner la gamme des violation des droits de l'homme à Haïti dans les domaines économique et social, ainsi qu'une éventuelle mise en œuvre d'un fonds d'affectation spéciale pour la consolidation de la paix.

En janvier 2006, dans la ville de Gaza, le personnel du Centre a rencontré des fonctionnaires de niveau élevé de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et de l'OMS pour examiner le sort des réfugiés palestiniens.

En mars 2006, à Monrovia, le personnel du Centre a rencontré le chef de la Section des droits de l'homme et de la protection de la MINUL pour examiner la situation des droits de l'homme au Libéria, les activités du Centre avec les partenaires locaux et le besoin de maintenir et développer des indicateurs de départ relatifs aux violations des droits de l'homme dans le domaine socioéconomique au Libéria depuis la fin de la guerre.

En mars 2006, à Monrovia, le personnel du Centre a rencontré un expert de haut niveau en primauté du droit de la MINUL pour examiner l'état actuel des tribunaux locaux, de l'appareil judiciaire et des travaux de la Commission Vérité et conciliation au Libéria. En juillet 2006, le personnel du Centre a adressé une lettre au directeur des droits de l'homme de la MINUL priant instamment la section des droits de l'homme et de la protection de la MINUL d'entreprendre la collecte des données devant déterminer si des progrès ont été réalisés ou non sur le plan des droits de l'homme au Libéria depuis la fin du conflit en 2003. En vertu du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, les États parties sont tenus de rassembler de telles données. En août 2006 et août 2008 à N'Djamena, le personnel du Centre et la lauréate Delphine Djiraibe ont rencontré le personnel des Nations Unies pour examiner les travaux de Mme Djiraibe effectués dans le cadre

du Public Interest Law Center ainsi que les questions de paix et de réconciliation et la situation telle qu'elle se présentait sur le plan humanitaire. Ils ont également rencontré en août 2006 un représentant de l'OMS pour examiner les programmes de cette organisation qui ciblent la santé de la procréation et l'éducation en matière de santé ainsi que l'incidence du VIH/sida.

En juin 2007, le personnel du Centre a rencontré en Haïti des fonctionnaires de la MINUSTAH pour examiner certains projets à Port de Paix.

Lors des élections de septembre 2007 au Guatemala, une délégation chargée de suivre les élections sous la direction du Centre a uni ses efforts à ceux de l'équipe du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour se rendre dans les bureaux de vote le jour de l'élection.

En septembre et décembre 2007 ainsi qu'en mars et avril 2008, le personnel du Centre a rencontré à Washington, D.C., un spécialiste hors classe de la protection du HCR, afin d'examiner les questions qui se posent en matière de droits de l'homme, y compris l'apatridie, et auxquelles font face les citoyens dominicains d'ascendance haïtienne, et de fournir des informations à jour à ce sujet.

En avril 2008, la lauréate Sonia Pierre a rencontré le représentant régional du HCR pour examiner les politiques de la République dominicaine qui mènent à l'aliénation institutionnalisée des Dominicains d'origine haïtienne.

En mai 2008, le personnel du Centre a rencontré le directeur de pays de l'UNICEF à Saint-Domingue pour examiner la question de l'apatridie des Dominicains d'origine haïtienne.

En juillet 2008, le personnel du Centre a rendu compte au Directeur du HCR pour les Amériques à Washington, D.C., des violations des droits de l'homme dont sont victimes les Dominicains de descendance haïtienne en République dominicaine et a rencontré le spécialiste hors classe de la protection du HCR pour débattre des questions concernant les droits de l'homme, y compris l'apatridie, auxquels doivent faire face les citoyens dominicains de descendance haïtienne, et de fournir des informations à ce sujet.

En août 2008, à N'Djamena, le personnel du Centre et la lauréate Delphine Djiraïbe ont rencontré le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour examiner les travaux de Mme Djiraïbe effectués dans le cadre du Public Interest Law Center, les questions de paix et de réconciliation, la situation telle qu'elle se présentait sur le plan humanitaire et le mandat de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). En septembre 2008, le personnel du Centre a rencontré le représentant résident pour discuter d'une éventuelle collaboration avec le Public Interest Law Center et l'impact de la marée noire provenant du projet portant sur le pétrole et l'oléoduc Tchad-Cameroun.

En octobre 2008, le personnel du Centre a prononcé une déclaration rédigée par la lauréate 2008 Aminatou Haidar, du Sahara occidental, devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. La déclaration a fait apparaître la brutalité de la force d'occupation marocaine et demandé que la défense des droits de l'homme soit ajoutée au mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

III. Activités correspondant aux principes universels et aux objectifs du Millénaire pour le développement

Conformément à l'objectif 1, le Centre a présenté une vue d'ensemble de l'impact de l'agro-industrie sur les petits agriculteurs du Brésil en juin 2009 au Rapporteur spécial sur le droit à une alimentation adéquate, qui a tenu une consultation à huis clos sur le rôle de l'agro-industrie dans l'exercice de ce droit.

Conformément à l'objectif 2, le Centre a diffusé un rapport sur le droit à l'éducation des personnes d'ascendance africaine et des communautés autochtones dans les Amériques.

Conformément à l'objectif 6, en juin 2008, le Centre a publié un rapport de 87 pages sur le déni du droit à l'eau en Haïti.

6. Women's Health in Women's Hands (Statut consultatif spécial accordé en 2001)

I. Introduction

Le mandat du Centre de santé communautaire de Women's Health in Women's Hands est de fournir des soins de santé primaires à des femmes de race noire et à des femmes de couleur des communautés caribéennes, africaines, latino-américaines et sud-asiatiques se trouvant dans la ville de Toronto et des municipalités environnantes. Nous sommes résolus à aborder la question de l'accès aux soins de santé pour les populations prioritaires sur lesquelles porte notre mandat selon une approche féministe ouverte, en faveur de la liberté de contraception, antiraciste, anti-oppression et multilingue.

Depuis plus de 20 ans, Women's Health in Women's Hands fournit des soins de santé à des femmes de race noire et à des femmes de couleur. En tant que défenseur inlassable de stratégies inclusives et réactives dans ce domaine, l'organisation continue de s'impliquer dans un certain nombre d'initiatives de recherche menées en collaboration en tant que moyen de traiter efficacement des besoins particuliers de ces populations prioritaires. À l'aide d'une approche participative, l'organisation analyse et recense les obstacles à la prestation des soins de santé et conçoit des ressources visant à en améliorer la qualité et en élargir l'accessibilité. Nous entretenons des liens internationaux avec des groupes et organisations situés dans le pays d'origine des clients que nous servons. Nous défendons les femmes de nos groupes prioritaires aux niveaux local, national et international.

En 2007, nous avons procédé à des modifications mineures de nos statuts dans le but d'en clarifier les libellés. Cette modification n'a pas eu d'effets sur la substance des opérations de l'organisation.

Au cours des années 2005 à 2008, nous avons vu nos sources de financement s'élargir. Notre financement est ainsi passé de 2 579 195 dollars canadiens en 2005 à 3 407 527 dollars canadiens en 2008.

Ces augmentations nous ont permis de renforcer nos initiatives de recherche et de faire face à l'impact des maladies chroniques, y compris le VIH/sida et le diabète, sur les populations dont nous nous occupons.

II. Contribution aux travaux des Nations Unies

En février et mars 2005, Women's Health in Women's Hands a participé à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme et présenté une manifestation parallèle qui a exploré les inégalités sexospécifiques et leur impact sur la santé physique et mentale des femmes de race noire et des femmes de couleur du Sud vivant dans le Nord, et proposé des stratégies et des initiatives pour mettre en œuvre des programmes efficaces de soins de santé et de promotion de la santé. L'organisation a également participé à toute une série d'ateliers organisés par les organisations non gouvernementales sur des thèmes pertinents et une réunion de l'organisation non gouvernementale canadienne.

À la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, tenue en février et mars 2006, l'organisation a participé à des discussions organisées par la société civile et les organisations non gouvernementales, communiqué des informations sur son modèle de soins et soulevé des questions touchant la dimension sexospécifique de l'immigration compte tenu de l'expérience du Canada concernant les femmes de race noire et les femmes de couleur.

III. Coopération avec les organes des Nations Unies et/ou les institutions spécialisées

Dans le cadre du suivi de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida en mai et juin 2006, Women's Health in Women's Hands a participé à de nombreuses activités organisées par la société civile, notamment celles qui étaient consacrées aux questions féminines et aux populations ambulantes ou immigrantes. L'organisation a également participé aux mises à jour quotidiennes de la société civile et à d'autres réunions de planification de manière qu'une voix soit entendue sur les questions auxquelles font face les communautés de race noire et les communautés de couleur, notamment les femmes, qui vivent dans les pays développés occidentaux.

IV. Activités correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Conformément à l'objectif 1 et afin de surmonter l'impact de la faim sur les populations prioritaires, Women's Health in Women's Hands collabore avec la banque alimentaire Daily Bread afin de fournir des aliments aux clients, la clientèle prénatale bénéficiant de rations plus élevées (2 000 visites par an). L'organisation participe également à différents réseaux ayant pour objectif de réduire la pauvreté, la faim et l'absence de domicile fixe.

Conformément à l'objectif 2, l'organisation a entrepris des activités de sensibilisation aux niveaux local et provincial de manière que tous les enfants du Canada soient inscrits dans des écoles primaires conformément à la Convention sur

les droits de l'enfant, quel que soit le statut d'immigré ou de réfugié de leurs parents.

Conformément à l'objectif 3, l'organisation ouvre des possibilités aux femmes par l'intermédiaire de son programme de placement étudiant (25 étudiants par an) et son programme de développement de compétences et de promotion de la santé à l'intention des femmes affectées au VIH (200 femmes) de manière à élargir leurs capacités et les opportunités qui s'offriront à elles à l'avenir. L'organisation participe également à diverses campagnes de plaidoyer visant à encourager les femmes à voter.

Conformément aux objectifs 4 et 5, l'organisation assure la prestation de soins de santé complets, y compris les consultations de spécialistes, des classes de diagnostic prénatals et postnatals aux clients qui, en raison de leur statut d'immigré n'ont pas accès à la couverture de soins de santé. L'organisation a également participé à des campagnes visant à assurer que les enfants canadiens nés de parents immigrés soient reconnus en tant que citoyens canadiens et soient inscrits dans les plans d'assurance-maladie du Gouvernement.

Conformément à l'objectif 6, l'organisation a joué un rôle déterminant dans la formation du Réseau mondial de la diaspora africaine et noire sur le VIH et le sida, qui a été lancé lors de la Conférence internationale de 2006 consacrée au sida pour souligner les questions qui affectent des populations africaines et immigrantes de race noire dans le pays de destination et appuyer une réponse mondiale coordonnée et informée par les meilleurs services.

Lors de la Conférence sur le sida tenue au Mexique en 2008, ni les activités communautaires ni les exposés relevant du programme scientifique ne se sont appesantis sur les questions touchant les populations migrantes d'ascendance africaine et de race noire vivant dans les pays développés occidentaux. Des projets sont déjà établis pour appuyer la mise en œuvre de telles activités lors de la conférence sur le sida qui se tiendra à Vienne en 2010.

Women's Health in Women's Hands est également membre de divers comités, présente des exposés lors de réunions d'instances locales, nationales et internationales et effectue des recherches pour promouvoir la réalisation de l'objectif 6.

Pour répondre aux taux de plus en plus élevés de l'infection au VIH chez les femmes de race noire et aux effets de l'épidémie sur leur vie, l'organisation a mis au point une initiative VIH/sida qui offre un modèle d'interventions multiformes sur le VIH. Un film documentaire intitulé « The woman I have become » (La femme que je suis devenue), qui met en relief les composantes du modèle, a été largement diffusé. L'organisation a également commencé à travailler à une action concertée de lutte contre l'impact du diabète, maladie chronique qui affecte plus de 800 000 personnes dans l'Ontario, au Canada, le taux d'incidence étant plus élevé chez les femmes de nos populations. L'organisation a été reconnue pour ses efforts visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement par une invitation à prendre la parole devant le Forum du développement de la société civile des Nations Unies, qui se tiendra à Genève (Suisse).

V. Activités à l'appui des principes universels

La Journée mondiale du sida est célébrée chaque mois de décembre par des exposés présentés par les prestataires de services, les clients et les membres des collectivités. Lors de la célébration de 2007, Women's Health in Women's Hands a présenté son documentaire sur les femmes africaines et caribéennes vivant avec le VIH/sida au Canada préalable à sa diffusion générale. Lors de la célébration de 2008, l'organisation a officiellement lancé et distribué le documentaire (disponible en anglais, arabe, français, swahili et somali) et le guide de discussion qui l'accompagne. Ces produits ont par la suite été distribués sur une large échelle.
